

Les gilets jaunes, l'antisémitisme et « la démocratie du public »

dimanche 24 février 2019, par [NOIRIEL Gérard](#) (Date de rédaction antérieure : 20 février 2019).

L'agression verbale dont a été victime l'académicien Alain Finkielkraut le samedi 16 février, en marge de la manifestation des gilets jaunes, a relancé la polémique sur le rôle joué par l'extrême droite dans ce mouvement. Je m'empresse de souligner que je condamne moi aussi fermement les insultes antisémites dont cette personnalité a été l'objet. Le parquet de Paris a porté plainte. C'est désormais à la justice de faire son travail. La question que l'on est néanmoins en droit de se poser concerne le traitement médiatique de cette affaire, qui a fait l'objet d'une dénonciation unanime et la une de l'actualité pendant plusieurs jours.

Dans un entretien publié par le *Monde* du 19 février, l'historien Laurent Joly a tiré une petite sonnette d'alarme en disant qu'une « récupération excessive de cet incident pourrait bien être contre-productive ». Tous ceux qui ont travaillé sur l'histoire du racisme et de l'antisémitisme savent en effet que les leçons de morale sont généralement impuissantes à endiguer la montée de ce type de haine. Le consensus des élites crée souvent des réflexes de rejet parmi ceux qui se sentent exclus, déclassés ou abandonnés. Une forme primaire et quasiment pathologique de la résistance populaire à la domination sociale consiste à prendre systématiquement le contre-pied du discours dominant. (En Suisse, on appelle ceux qui disent toujours « non » les « *Neinsager* »). J'ai étudié ce phénomène dans mon livre sur le massacre des Italiens à Aigues-Mortes en 1893 (réédité en poche chez Fayard en 2018). C'est lorsque les gendarmes ont voulu protéger les saisonniers piémontais venus travailler dans les salins que la haine des « trimards » (ouvriers français sans emploi) à leur égard a été décuplée car le réflexe xénophobe a été alors légitimé par un combat contre les « forces de l'ordre ».

Cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'il ne faut pas défendre ou protéger ceux qui sont victimes d'agressions racistes ou antisémites. Mais il est important que les condamnations morales soient complétées par des analyses permettant d'expliquer et de comprendre ce genre de phénomène. C'est à ce niveau, me semble-t-il, que les chercheurs en sciences sociales peuvent avoir une petite utilité. Mais paradoxalement, dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, Laurent Joly donne des arguments qui vont à l'encontre de son souci d'éviter toute « récupération excessive » de ce genre d'affaires. « Toutes proportions gardées », dit-il, les insultes à l'égard d'Alain Finkielkraut « m'ont rappelé l'agression dont a été victime Léon Blum à Paris le 13 février 1936. Une foule de sympathisants et de membres de l'Action française s'était rassemblée aux abords du boulevard Saint-Germain dans le cortège funèbre de Jacques Bainville. Soudain, le député socialiste et chef de file du Front populaire pour les prochaines élections passe par hasard en voiture. Il est reconnu par la foule, qui se rue sur lui, l'abreuve d'injures et le blesse à coups de canne. Les justifications des agresseurs sont les mêmes : que vient-il faire là ? c'est une provocation, etc. Dans les deux cas, l'antisémitisme est palpable ».

Les lecteurs du *Monde* risquent de ne pas retenir le début de la phrase, alors qu'il est absolument essentiel : « toute proportion gardée ». En effet, on peut voir une similitude dans les justifications avancées par les agresseurs mais le contexte, c'est-à-dire la structure sociale et politique au sein de laquelle ces propos prennent tous leur sens, n'était pas dans les années 1930 comparable à celle

d'aujourd'hui.

Voici le lien qui permettra au lecteur de consulter, dans le *Populaire* (qui était alors le quotidien officiel du parti socialiste), le récit détaillé de l'agression dont a été victime Léon Blum.

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k822204s.item>

Il est très peu question, dans ce compte rendu détaillé, des propos tenus par les agresseurs d'extrême droite, parce que ce qui a fait scandale à l'époque c'est l'agression physique du leader de la SFIO. Laurent Joly la réduit à quelques coups de canne. En réalité, les militants d'extrême droite ont brisé la vitre de la voiture où se trouvait Léon Blum et l'ont ainsi gravement blessé à la tête. Lorsqu'il est parvenu à en sortir, il a été molesté dans la rue à coups de pied. Finalement, c'est grâce à l'intervention d'ouvriers du bâtiment qui travaillaient à proximité que les agresseurs ont pris la fuite. Blum a été ensuite conduit à l'Hôtel Dieu. « Sérieusement atteint à la tête, perdant abondamment son sang, il a fallu une ligature de l'artère temporale gauche pour stopper l'hémorragie ».

Le point commun entre cet attentat et l'agression dont a été victime Finkielkraut c'est la violence verbale, mais ce dernier n'a pas subi d'agression physique. Comme je l'ai montré dans mon *Histoire populaire de la France*, cette « pacification » des relations sociales est une caractéristique de la démocratie du public dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Cela ne conduit nullement à relativiser la « gravité » de ces événements (car ce n'est pas à l'historien de définir le « grave » et le « non grave »). C'est simplement rappeler que les normes définissant la violence ont considérablement changé depuis les années 1930. Certes, tout comme le racisme, l'antisémitisme peut aujourd'hui encore déboucher sur des agressions physiques. néanmoins, celles-ci relèvent plus de la délinquance urbaine que de l'action politique proprement dite.

J'ajoute que l'agression contre Léon Blum ne fut pas perpétrée par quelques individus isolés dans une foule en gilets jaunes, mais par plusieurs centaines de militants d'extrême droite, dont 50 participèrent directement aux agressions physiques qui aboutirent à l'hospitalisation du leader de la SFIO. Dans les années 1930, l'antisémitisme s'inscrivait dans un régime de partis, c'est-à-dire de groupes organisés, avec des leaders, une discipline, des journaux, un programme politique, etc. L'antisémitisme était très répandu à l'extrême droite, mais aussi à droite, dans les professions libérales, dans la petite bourgeoisie commerçante, dans une partie des classes dirigeantes. Alors que l'agression dont a été victime samedi dernier Alain Finkielkraut a été condamnée par tous les partis politiques et dans tous les médias. L'antisémitisme se diffuse principalement aujourd'hui sur les réseaux sociaux, ou par des « tags », en tout cas par des auteurs anonymes, qui ne représentent plus un courant politique constitué comme tel.

Laurent Joly esquisse dans le même entretien une autre comparaison qui me paraît problématique. Celle-ci concerne directement les gilets jaunes. « La grande différence avec le boulangisme ou le phénomène ligueur de la fin des années 1930, c'est qu'il n'y a pas de leaders qui ressortent, pas une voix forte pour dire : l'antisémitisme, on n'en veut pas ! » Et il ajoute : « De même, les grands dirigeants des mouvements antiparlementaires de la fin des années 1930, comme le colonel de La Rocque ou Jacques Doriot, condamnaient les débordements antisémites de leurs troupes. Je n'ai entendu aucune réprobation similaire de la part des figures de proue des « gilets jaunes » ». Présenter Jacques Doriot comme une sorte de rempart contre les débordements antisémites est vraiment surprenant pour un historien spécialiste de cette période. Faut-il rappeler que Doriot fut un partisan radical de la collaboration, qu'il contribua à la création de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme (LVF) et qu'il combattit personnellement sous l'uniforme allemand sur le front russe, avec le grade de lieutenant de la Waffen-SS ?

La comparaison de Laurent Joly risque de d'entériner l'idée que le comportement des gilets jaunes serait encore plus condamnable que celui des partis d'extrême droite des années 1930 parce qu'aucune « voix forte » ne s'est élevée contre l'antisémitisme. Là encore, le raisonnement illustre une incompréhension concernant les bouleversements politiques qui se sont produits depuis les années 1930. S'il n'y a pas de « voix forte » chez les gilets jaunes pour condamner l'antisémitisme, c'est tout simplement parce qu'ils ont constamment refusé de se structurer comme un parti politique avec des porte-parole parlant au nom de tout le mouvement. Mais cela n'a pas empêché que, depuis le mois de décembre, un grand nombre d'entre eux ont marqué publiquement leur réprobation à l'égard des propos racistes ou antisémites. Beaucoup estiment cependant qu'ils n'ont pas à se justifier constamment par rapport à des mises en cause sans cesse réactivées dans les médias. Comme je l'ai souligné ailleurs, le refus de toute forme de représentation et de structuration nationale est le reflet d'une époque où les réseaux sociaux facilitent les liens horizontaux et diversifient à l'infini les prises de paroles. Mais c'est aussi un point faible du mouvement car les extrémistes de tous bords peuvent enfileur un gilet jaune pour tenter de populariser leur discours de haine.

Je ne peux pas être d'accord non plus avec les propos de Laurent Joly quand il affirme que « Le reflux du mouvement rend de plus en plus visible ces ultras qui se radicalisent ». « C'est eux qu'on entend de plus en plus ». Là encore, ce qui frappe dans ce raisonnement, c'est la méconnaissance des règles de fonctionnement de notre régime démocratique actuel. Laurent Joly oublie de préciser que si on entend de plus en plus les extrémistes, ce n'est pas parce que leur audience progresse au sein du mouvement des gilets jaunes, mais parce que les grands médias leur accorde une importance démesurée par rapport à ce qu'ils représentent. Pour faire le scoop, pour booster l'audimat, il faut sans cesse mettre en avant les casseurs et les extrémistes. C'est d'ailleurs un motif récurrent dans les critiques que les gilets jaunes adressent à l'égard des journalistes. Ce discours sur la « radicalisation » des gilets jaunes a pris une telle ampleur qu'il a fallu que Nicolas Lerner, le responsable de la DGSI, vienne en personne calmer le jeu dans les colonnes du *Parisien*. « A aucun moment les groupes ultras n'ont réussi à prendre le leadership sur ce mouvement même s'ils voient en lui une opportunité de s'en prendre aux symboles de la République, qui sont leurs cibles habituelles ».

Des éclairages historiques qui aboutissent à stigmatiser les gilets jaunes en les situant dans le prolongement des ligues d'extrême droite aboutissent finalement à légitimer les revendications du CRIF exigeant que les manifestations de gilets jaunes soient désormais interdites. Effectivement, si ces derniers représentent un danger encore plus grand que l'extrême droite des années 1930, alors il est urgent de les interdire.

Il faut être vraiment coupé des réalités populaires pour ne pas se rendre compte des conséquences désastreuses de ce genre d'amalgame. Dans leur immense majorité en effet, les gilets jaunes ne se sentent pas concernés par l'antisémitisme. La plupart d'entre eux disent que ça n'a jamais été un sujet de discussion dans leur groupe. Ce qu'ils déplorent le plus, ce sont les tentatives incessantes pour déplacer les problèmes de la sphère économique et sociale vers la sphère identitaire. C'est là que se situe en effet l'enjeu majeur de cette lutte sociale. Ceux qui ont hâte qu'on cesse de mettre en cause leurs privilèges cherchent à discréditer le mouvement en occupant le terrain identitaire où ils peuvent distribuer des leçons de morale à peu de frais. C'est cette stratégie qu'ont délibérément choisie Emmanuel Macron et son gouvernement.

Puisque Laurent Joly esquisse une comparaison entre Léon Blum et Alain Finkielkraut, il n'est pas inutile de rappeler qu'ils représentent deux figures radicalement opposées de l'action publique. Léon Blum était détesté par la droite et l'extrême droite parce qu'il s'était allié au PCF et qu'il menait un combat politique contre les inégalités et les injustices sociales. Ces ennemis ont constamment utilisé la carte identitaire pour tenter de le disqualifier ; mais Léon Blum ne s'est

jamais, pour sa part, placé sur ce terrain-là. Il n'en va pas de même pour Alain Finkielkraut. Dès le début des années 1980, il a été l'un des premiers intellectuels à utiliser ce type d'arguments pour stigmatiser les musulmans. Lors des émeutes urbaines de 2005, il n'a pas hésité à affirmer dans le journal israélien *Haaretz* (19 novembre 2005) : « En France, on a tendance à réduire ces émeutes à leur dimension sociale, de les voir comme une révolte des jeunes des banlieues contre leur situation (...). Le problème, c'est que la plupart de ces jeunes sont des Noirs ou des Arabes avec une identité musulmane. » Dans le même article, il présente l'équipe de France de football, comme une équipe « « black-black-black », ce qui en fait la risée de toute l'Europe ». En décembre 2017, lors de l'enterrement de Johnny Halliday, il note : « Le petit peuple des petits blancs est descendu dans la rue pour dire adieu à Johnny. Ils étaient nombreux et il était seul. Les non-souchiens brillaient par leur absence. »

Tous ces discours explicitement positionnés sur une ligne identitaire pour occulter la question sociale sont ressentis comme du racisme par les Français issus de l'immigration ou de la colonisation. Les insultes qu'a subies samedi dernier Alain Finkielkraut, et notamment les propos affirmant « On est chez nous », ne peuvent pas se comprendre si l'on oublie ce contexte délétère.

L'histoire est constamment exploitée aujourd'hui par ceux qui s'affrontent sur le terrain identitaire. Les uns cherchent à nous persuader que la France est toujours une société coloniale et les autres présentent les gilets jaunes comme des nazillons antisémites. Même si ce n'est pas toujours facile, il est important que les historiens de métier se tiennent à distance de toutes ces manipulations. Utiliser le combat contre l'antisémitisme pour tenter d'interdire les manifestations des gilets jaunes contre les injustices sociales, c'est le plus mauvais service que l'on puisse rendre à la cause qu'on prétend défendre ; car cela risque d'alimenter le sentiment que les juifs sont contre les gilets jaunes. *L'Humanité* (18 février 2019) est l'un des rares quotidiens à avoir immédiatement réagi pour combattre ce danger en donnant la parole à Maxime Benatouil, membre de la coordination de l'Union juive française pour la paix, lequel a rappelé qu'être juif et gilet jaune ce n'était pas absolument pas incompatible. C'est triste qu'il faille aujourd'hui le rappeler !

Gérard Noiriél, 20 février 2019

P.-S.

•
<https://noiriel.wordpress.com/2019/02/20/les-gilets-jaunes-lantisemitisme-et-la-democratie-du-public/>